

Prof. Gilles Carbonnier

Lorenzo La Spada

Septembre 2012

Achats de biens et services des organisations multilatérales

La place de la Suisse
face à d'autres fournisseurs
et facteurs explicatifs

Sur mandat de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) et du Secrétariat d'Etat à l'Economie (SECO), la présente étude a été menée durant le premier semestre 2012 par l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID|Genève) sous la direction du Professeur Gilles Carbonnier.

Il s'agit d'une étude complémentaire qui accompagne l'analyse des retombées économiques de l'aide publique au développement en Suisse durant l'année 2010.

Cette étude complémentaire examine plus en détail l'effet indirect suscité par les achats de biens et de services par les organisations multilatérales auprès d'entreprises suisses, en comparaison internationale.

**ACHATS DE BIENS ET SERVICES DES ORGANISATIONS MULTILATERALES
PLACE DE LA SUISSE FACE A D'AUTRES FOURNISSEURS ET FACTEURS EXPLICATIFS**

ETUDE COMPLEMENTAIRE SUR LES EFFETS ECONOMIQUES DE L'APD EN SUISSE (2010)

Prof. Gilles Carbonnier & Lorenzo La Spada, IHEID, septembre 2012

RÉSUMÉ

Cette étude porte sur les achats de biens et services des agences multilatérales de développement effectués auprès des pays industrialisés et d'économies émergentes. Elle s'intéresse en particulier à la place de la Suisse dans ce contexte.

Pour toutes les organisations multilatérales considérées, le volume d'achats augmente de manière substantielle entre 2000 et 2010. La Suisse est l'un des pays qui bénéficient le plus des achats de l'ONU et de ses agences, avec le Danemark et la Belgique. Proportionnellement à la taille de son économie, la Suisse s'est hissée au premier rang des fournisseurs du système des Nations Unies dès le milieu de la décennie 2000. Elle figure également parmi les principaux clients de la Banque mondiale et se retrouve en relativement bonne place pour ce qui est de la Banque asiatique de développement en comparaison avec d'autres pays industrialisés. Pour leur part, les pays émergents (BRICS) voient leurs ventes aux organisations multilatérales augmenter en valeur absolue. Mais en part relative de leur PIB, le niveau d'achats demeure relativement stable.

Les résultats de l'étude empirique tendent à confirmer les hypothèses posées au départ :

- (i) les relations d'affaires préexistantes entre les organisations multilatérales et les fournisseurs de divers pays jouent un rôle important ;
- (ii) la présence d'un fort secteur manufacturier a une incidence positive sur les achats de l'ONU et de la Banque mondiale ;
- (iii) les résultats tendent à indiquer un lien de causalité positif entre les contributions versées par les pays donateurs et les achats des organisations multilatérales durant la période considérée, nonobstant le fait que ces achats suivent des procédures d'appels d'offres internationaux sur une base concurrentielle ;
- (iv) une appréciation de la monnaie nationale tend à avoir un effet négatif sur les achats de l'ONU et de la Banque mondiale.

Finalement, les chiffres indiquent que la présence du siège d'une organisation joue un rôle positif sur les achats de services notamment, alors que des questions d'affinités linguistiques, de liens historiques et de proximité géographique peuvent avoir une influence clairement positive dans certains cas.

TABLE DES MATIERES

ILLUSTRATIONS	3
ABREVIATIONS	4
1. INTRODUCTION	5
2. LES DONNEES.....	6
2.1. CONTRIBUTIONS AUX ORGANISATIONS MULTILATERALES	6
2.2. ACHATS DE BIENS ET SERVICES	7
2.3. CHOIX DES QUATRE AGENCES ONUSIENNES	8
3. EFFET INDIRECT DES ACHATS DE BIENS ET SERVICES POUR LA SUISSE (1994 - 2010).....	8
4. ACHATS DE BIENS ET SERVICES DES ORGANISATIONS MULTILATERALES	9
4.1. LE SYSTEME DES NATIONS UNIES.....	9
4.2. BANQUE MONDIALE	14
4.3. PNUD, HCR, UNICEF ET PAM.....	16
4.4. BANQUES REGIONALES DE DEVELOPPEMENT	20
4.5. BILAN DES ACHATS MOINS LES CONTRIBUTIONS POUR LA SUISSE	24
5. ETUDE ECONOMETRIQUE : FACTEURS EXPLICATIFS DES DECISIONS D'ACHATS.....	25
5.1. LES DONNEES	27
5.2. SPECIFICATION ET ESTIMATION DU MODELE	27
5.3. PRESENTATION ET INTERPRETATION DES RESULTATS	28
6. CONCLUSION	30

ILLUSTRATIONS

GRAPHIQUES

<u>Graphique 1 :</u>	Achats de biens et services de l'ONU auprès fournisseurs suisses et d'autres pays industrialisés en pour mille du PIB (2000-2010).....	10
<u>Graphique 2 :</u>	Achats de biens et services par les Nations unies auprès des BRICS et de la Suisse en pour mille du PIB (2000-2010).....	11
<u>Graphique 3 :</u>	Achats de biens et services par les Nations unies en Suisse, en millions de dollars et pourcent des achats totaux, 2000-2010	12
<u>Graphique 4 :</u>	Achats de biens et services par l'ONU en Suisse et contributions de la Suisse	14
<u>Graphique 5 :</u>	Achats de biens et services par la BM auprès de la Suisse et d'autres pays industrialisés en pour mille du PIB (2000-2010).....	14
<u>Graphique 6 :</u>	Achats de biens et services par la BM auprès des BRICS et de la Suisse en pour mille du PIB (2000-2010)	15
<u>Graphique 7 :</u>	Achats de biens et services en Suisse par la BM et contributions de la Suisse à la reconstitution des ressources de l'IDA (en pour mille du PIB).....	16
<u>Graphique 8 :</u>	Achats de biens et services par le PNUD en pour mille du PIB des 7 principaux pays industrialisés fournisseurs (hormis le Danemark et la Belgique, cf. graphique 9), 2000-2010.....	17
<u>Graphique 9 :</u>	Achats de biens et services par le PNUD en pour mille du PIB : Belgique, Danemark et Suisse, 2000-2010.....	17
<u>Graphique 10 :</u>	Achats de biens et services par le HCR en pour mille du PIB (11 pays industrialisés), 2000-2010	18
<u>Graphique 11 :</u>	Achats de biens et services par l'UNICEF en pour mille du PIB (11 pays), 2000-2010	19
<u>Graphique 12 :</u>	Achats de biens et services par le PAM en pour mille du PIB (9 principaux fournisseurs, pays industrialisés, hormis le Danemark, la Belgique et les Pays-Bas, cf. graphique 13), 2000-2010	20
<u>Graphique 13 :</u>	Achats de biens et services par le PAM en pour mille du PIB : Belgique, Danemark, Pays-Bas et Suisse, 2000-2010.	20
<u>Graphique 14 :</u>	Achats de biens et services par la BAD en pourcentage du PIB (7 pays principaux hormis l'Afrique du Sud et l'Allemagne, cf. graphique 15), 2003-2010.	21
<u>Graphique 15 :</u>	Achats de biens et services par la BAD en pourcentage du PIB : Afrique du Sud, Allemagne et Suisse, 2003-2010.	22
<u>Graphique 16 :</u>	Achats de biens et services par la BAsD en pour mille du PIB (5 pays principaux hormis la Chine, la Corée, l'Inde et la Nouvelle-Zélande, cf. graphique 17), 2001-2007.....	22
<u>Graphique 17 :</u>	Achats de biens et services par la BAsD en pour mille du PIB : Chine, Corée, Inde, Nouvelle-Zélande et Suisse, 2001-2007.....	23
<u>Graphique 18 :</u>	Achats de biens et services par la BID en pour mille du PIB (8 principaux pays hormis le Brésil, cf. graphique 19), 2000-2010	23
<u>Graphique 19 :</u>	Achats de biens et services par la BID en pour mille du PIB : Brésil et Suisse, 2000-2010.....	24

TABLEAUX

<u>Tableau 1 :</u>	Mention des catégories de biens et services fournis par la Suisse dans les 11 rapports annuels de l'UNGM examinés (2000-2010).....	13
<u>Tableau 2 :</u>	Résultats de l'étude économétrique	28

ABRÉVIATIONS

AID	Association internationale pour le développement
APD	Aide publique au développement
APDM	Aide publique au développement multilatéral
BAD	Banque africaine de développement
BAAsD	Banque asiatique de développement
BID	Banque inter-américaine de développement
BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud
CAD	Comité d'aide au développement (OCDE)
DDC	Direction du développement et de la coopération (DFAE)
FAfD	Fonds africain de développement
FAsD	Fonds asiatique de développement
FS BID	Fonds spécial de la banque inter-américaine de développement
GMM	Generalized method of moments
HCR	Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
IAPSO	Inter-Agency Procurement Services Office
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ONU	Organisation des Nations unies
PAM	Programme alimentaire mondial
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PPA	Parité du pouvoir d'achat
IHEID	Institut de hautes études internationales et du développement
UNGM	United Nations Global Marketplace
UNICEF	United Nations Children's Fund
UNOPS	United Nations Office for Project Services

1. INTRODUCTION

Ce rapport présente les résultats de l'étude complémentaire à l'examen des effets économiques de l'aide publique au développement (APD) suisse sur le produit intérieur brut (PIB) et l'emploi en Suisse pour l'année 2010. L'étude complémentaire porte sur les achats de biens et de services que les organisations multilatérales ont effectués auprès des pays industrialisés et émergents entre 2000 et 2010. Elle a été réalisée par le Professeur Gilles Carbonnier et M. Lorenzo La Spada (assistant de recherche), de l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID), entre décembre 2011 et mars 2012.

Depuis 1994, une étude quadriennale calcule les effets économiques de l'aide publique au développement (APD) de la Suisse sur le produit intérieur brut (PIB) et sur l'emploi en Suisse. Les résultats démontrent de manière récurrente que les achats de biens et services effectués par les organisations multilatérales auprès de fournisseurs suisses représentent une composante importante des effets économiques totaux de l'APD sur la demande globale en Suisse, et partant sur le PIB et l'emploi. Pour la seule année 2010, l'effet 'indirect' induit par ces achats de biens et services représente environ la moitié de l'effet primaire total de l'APD sur la demande en Suisse. Cette étude complémentaire vise à examiner plus en détail la nature de cet effet indirect, et ce de manière comparative avec les autres principaux pays fournisseurs de biens et services au système des Nations Unies et aux banques de développement.

L'effet indirect se réfère à l'impact des achats de biens et services des organisations multilatérales sur la demande globale en Suisse. Ces organisations achètent des biens et services dans le monde entier, généralement suivant des procédures d'appels d'offres internationaux. Lorsque des entreprises suisses gagnent ces appels d'offres, il s'agit d'un effet 'indirect' sur la demande globale en Suisse : la décision d'acheter des biens et services auprès de fournisseurs suisses ne découlent pas 'directement' de l'APD multilatérale versée par la Suisse à ces organisations. Toutefois, l'on ne saurait exclure *a priori* toute association 'indirecte' entre les deux nonobstant les procédures d'appels d'offres. L'étude économétrique (chapitre 5) vise précisément à évaluer si un tel lien 'indirect' existe dans les faits. **L'APD multilatérale** (APDM) se réfère quant à elle aux contributions générales (sans affectation spécifique) versées par la Confédération aux organisations multilatérales : ONU, Banque mondiale et banques régionales de développement notamment.

Le chapitre suivant présente les données utilisées dans cette étude. Le chapitre 3 revient sur l'effet indirect suscité par les achats de biens et services sur la demande globale en Suisse. Le chapitre 4 analyse l'évolution des achats de biens et services des organisations multilatérales auprès des principaux pays fournisseurs sur la période 2000-2010, en comparant la position de la Suisse avec celle d'autres pays industrialisés et d'économies émergentes. L'étude économétrique sur les facteurs explicatifs des achats des organisations multilatérales auprès de divers pays fournisseurs est présentée au chapitre 5, avant de conclure.

2. LES DONNEES

Les données retenues dans la présente étude portent d'une part sur les achats de biens et services des organisations multilatérales et, d'autre part, sur les contributions des pays donateurs à ces organisations.

2.1. Contributions aux organisations multilatérales

Le montant des **contributions régulières** que chaque Etat membre est appelé à verser à l'Organisation des Nations Unies (**ONU**) est calculé selon un système de quote-part¹ qui tient compte notamment du revenu national brut, du revenu par habitant, du taux de change et de l'endettement extérieur². Les contributions régulières constituent une manne importante pour le fonctionnement du système onusien dans son ensemble ainsi que pour diverses institutions spécialisées.

Ces contributions ne couvrent toutefois pas tous les besoins de nombreux fonds et programmes des Nations Unies pour qui les **contributions spécifiques**, accordées de manière volontaire par les Etats membres, représentent une part substantielle du financement. Aussi, l'on distingue les ressources régulières (*core resources*), octroyées en principe sans condition attachée à leur affectation spécifique (*unearmarked contributions*, comptabilisées dans l'APD multilatérale), des ressources extrabudgétaires (*non-core resources*) généralement affectées à des fonds, programmes ou pays spécifiques. Il s'agit alors de contributions *earmarked* que le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comptabilise au titre de l'APD bilatérale, auxquelles on se réfère parfois sous le vocable d'aide 'multi-bilatérale' (Yussuf, M, Larrabure, JL & Terzi C. 2007: 2-5).

Les chiffres relatifs aux contributions d'APD multilatérale à l'ONU sont extraits de la base de données du CAD³. Les versements par les Etats membres de contributions générales ou « contributions régulières au budget régulier des Nations Unies⁴ » sont extraits des documents sur le Statut des contributions au 31 décembre de chaque année. Les retards ou arriérés de paiement ont aussi été pris en compte.

Les Banques de développement perçoivent des pays membres des contributions 'régulières' qui alimentent leur budget de fonctionnement. Elles perçoivent également des contributions destinées à reconstituer ou recapitaliser leurs fonds d'aide au développement. Il s'agit par exemple des cycles de reconstitution des ressources de l'Association internationale pour le développement (AID) de la Banque mondiale, ou encore de recapitalisations du Fonds africain de développement (FAD), du Fonds asiatique

¹ <http://www.un.org/french/aboutun/budget/contributions.shtml>

² Pour plus d'informations sur les barèmes des quotes-parts, voir la résolution 64/248 adoptée par l'Assemblée générale en février 2010 : http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/64/248.

³ <http://stats.oecd.org/qwids> ou <http://www.oecd.org/dataoecd/50/17/5037721.htm>

⁴ Cf. United Nations. *Status of contributions as at 31 December (2000-2010)*.

de développement (FAsD) ou du Fonds spécial de la Banque interaméricaine de développement (FSBID). Les montants des versements pour la reconstitution des ressources de l'AID ont été extraits de la base de données du CAD. Les montants des contributions aux banques régionales de développement et les versements pour la reconstitution des fonds de développement (FAfD, FAsD, FS BID) sont également extraits de la base de données du Comité d'aide au développement l'OCDE pour les années 2000-2010.

2.2. Achats de biens et services

Les montants **des achats de biens et services** pour les diverses **agences onusiennes** considérées dans cette étude sont extraits des rapports annuels du *United Nations Global Marketplace* (UNGM) (IAPSO 2000-2007, UNOPS 2008-2010). Ces rapports sont établis sur la base des informations recueillies auprès de chaque agence de l'ONU⁵. Les montants des achats de biens et services de la **Banque mondiale** sont issus des rapports récapitulatifs de la Banque mondiale pour les années 2000-2010 (BM 2012). Pour les banques régionales de développement, les montants des achats de biens et services de la **Banque africaine de développement** (BAD) ont été extraits des rapports annuels sur les achats de biens et services de la Banque africaine de développement (African Development Bank 2003–2010). Toutefois, les chiffres pour les années 2000-2002 ne sont pas disponibles. Ceux de la **Banque asiatique de développement** (BAsD) ont été extraits des statistiques trimestrielles des achats (Asian Development Bank 2001-2007), les données pour les autres années ayant été fournies ultérieurement. Finalement, ceux de **Banque interaméricaine de développement** (BID) sont issus de la base de données sur les passations de marchés et de projets de la BID pour les années 2000-2010.

⁵ Depuis 2008, les rapports statistiques annuels sur les achats de biens et services des Nations Unies sont compilés par l'UNOPS, suite à la fusion partielle de l'UNOPS et de IAPSO : <http://www.ungm.org/Info/annual-statistical-report-UN-sustainable-procurement.aspx>

2.3. Choix des quatre agences onusiennes

Quatre fonds et programmes dépendants de l'Assemblée générale du système des Nations Unies ont été retenus pour une analyse plus détaillée. Il s'agit du Programme alimentaire mondial (**PAM**), du Programme des Nations Unies pour le développement (**PNUD**), du Haut Commissariat pour les réfugiés (**HCR**) ainsi que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (**UNICEF**). Ce choix a été effectué en fonction des critères suivants: les contributions des pays donateurs à ces fonds et programmes sont comptabilisées entièrement au titre de l'APD, suivant les directives du CAD. Il s'agit par conséquent d'organisations pertinentes du point de vue de l'effet indirect de l'APD. De plus, chacune de ces organisations a un budget annuel supérieur à un milliard de dollars et tire une large part de son financement de contributions volontaires des Etats membres. Enfin, le HCR a son siège en Suisse alors que les autres organisations ont leur siège à New York (PNUD, UNICEF) ou Rome (PAM), ce qui permet d'analyser l'effet spécifique que la localisation du siège d'une organisation peut avoir sur les relations de client à fournisseurs.

Les montants des achats de biens et services sont également issus des rapports de l'UNGM. Les statistiques sur les contributions multilatérales des pays donateurs aux budgets réguliers de ces agences proviennent de la base de données du CAD alors que les contributions extrabudgétaires sont extraites des rapports annuels de chacune de ces agences⁶.

3. EFFET INDIRECT DES ACHATS DE BIENS ET SERVICES POUR LA SUISSE (1994 - 2010)

En volume, la Suisse se trouve au deuxième rang des plus gros fournisseurs de l'**Organisation des Nations Unies** en 2010, avec des ventes totalisant 841,4 millions de dollars. La Suisse se retrouve certes derrière les Etats-Unis (ventes de 1'519 millions de dollars), mais devant les autres pays y compris l'Allemagne, la Chine, la France ou encore le Royaume-Uni. Ces montants d'achats auprès de fournisseurs suisses dépassent largement le volume des contributions de la Suisse à l'ONU au titre de l'APDM, qui se situait à 161,4 millions de dollars en 2010, selon les statistiques du CAD⁷.

En ce qui concerne **la Banque mondiale et les banques régionales de développement**, l'on observe des variations relativement importantes d'une étude quadriennale à l'autre. Du fait que l'effet indirect compare le volume d'achats de biens et services avec les contributions suisses aux banques au titre de l'APD, les variations peuvent s'expliquer tant par les fluctuations des contributions suisses que du

⁶ Certains de ces rapports annuels ne reportent pas la totalité des contributions, mais ne mentionnent que celles qui sont supérieures au million de dollars, ou seulement les contributions des dix principaux donateurs.

⁷ Montant hors contributions multi-bilatérales, source : OCDE. En francs suisses, la DDC donne les chiffres de CHF 175.8 millions pour l'aide multilatérale et CHF 313.6 millions pour l'aide multilatérale et 'multi-bilatérale'.

volume des achats de biens et services par ces banques auprès de fournisseurs suisses, qui peut connaître de fortes variations d'une année à l'autre.⁸

4. ACHATS DE BIENS ET SERVICES DES ORGANISATIONS MULTILATÉRALES

Cette section analyse l'évolution des achats de biens et services des organisations multilatérales auprès des principaux pays fournisseurs sur la période 2000-2010, en comparant la situation de la Suisse avec celle d'autres pays industrialisés et de pays émergents. Les achats de biens et services ainsi que les contributions versées aux organisations multilatérales sont exprimés en valeur relative, soit en pour mille (‰) du PIB de chaque pays concerné, à l'exception de quelques montants exprimés volume (dollars US courants).

4.1. Le système des Nations unies

Le volume total des achats de biens et services des Nations Unies a crû de manière substantielle sur toute la période, passant de 3.7 milliards de dollars en 2000 à 14.5 milliards en 2010 (UNDP/IAPSO 2000-2007, UNOPS 2008-2010). En 2000, la part des 10 pays principaux fournisseurs des Nations Unies atteignait 50.4% des achats totaux. Il s'agissait alors de neuf pays industrialisés et de l'Inde⁹. En 2010, cette part baisse légèrement à 45.5% du total, et concerne autant des pays industrialisés que des économies émergentes (Inde, Russie) et des pays en développement dans lesquels les Nations Unies mènent de larges opérations (Afghanistan, Soudan, Pakistan)¹⁰.

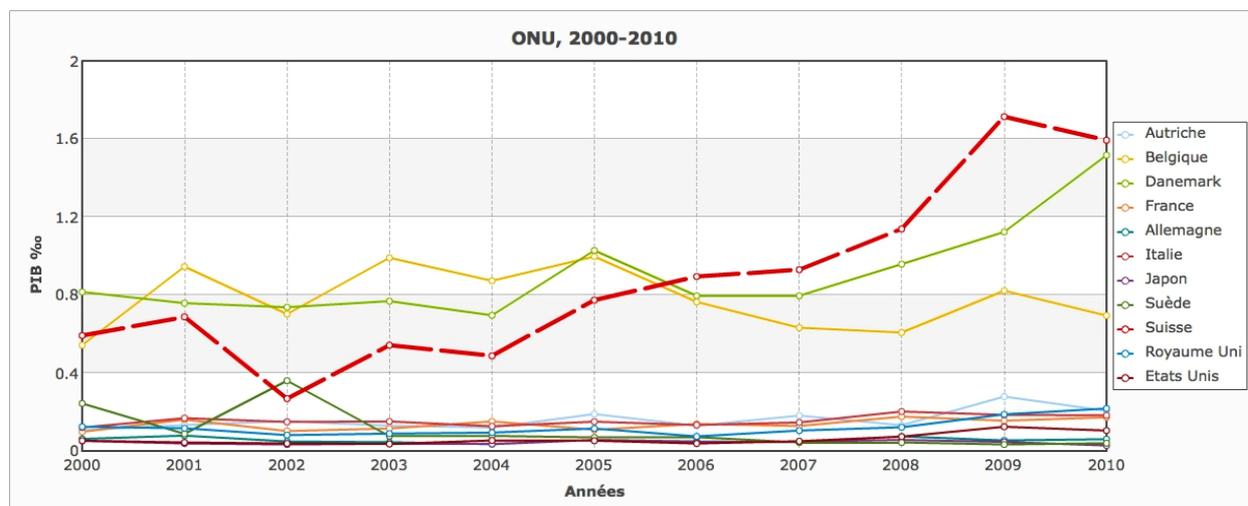
Le Graphique 1 illustre l'évolution des achats des Nations Unies sur la période 2000-2010 avec, en ordonnée (axe vertical, échelle de gauche), la valeur relative en pour mille du PIB de chaque pays. Ce graphique compare la Suisse avec 10 autres pays industrialisés dont les quatre pays voisins ainsi que le Japon, les Pays-Bas, la Suède, le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Nous avons également inclus la Belgique et le Danemark vu qu'ils figurent parmi les principaux pays fournisseurs avec la Suisse.

⁸ Le détail des achats de biens et services par organisation multilatérale se trouve dans la quatrième partie du rapport.

⁹ USA, Japon, Royaume Uni, Suisse, Inde, Italie, France, Danemark, Belgique, Allemagne

¹⁰ USA, Suisse, Afghanistan, Soudan, Inde, Fédération de Russie, Royaume Uni, Danemark, Pakistan, France

Graphique 1 : Achats de biens et services de l'ONU auprès fournisseurs suisses et d'autres pays industrialisés en pour mille du PIB (2000-2010)



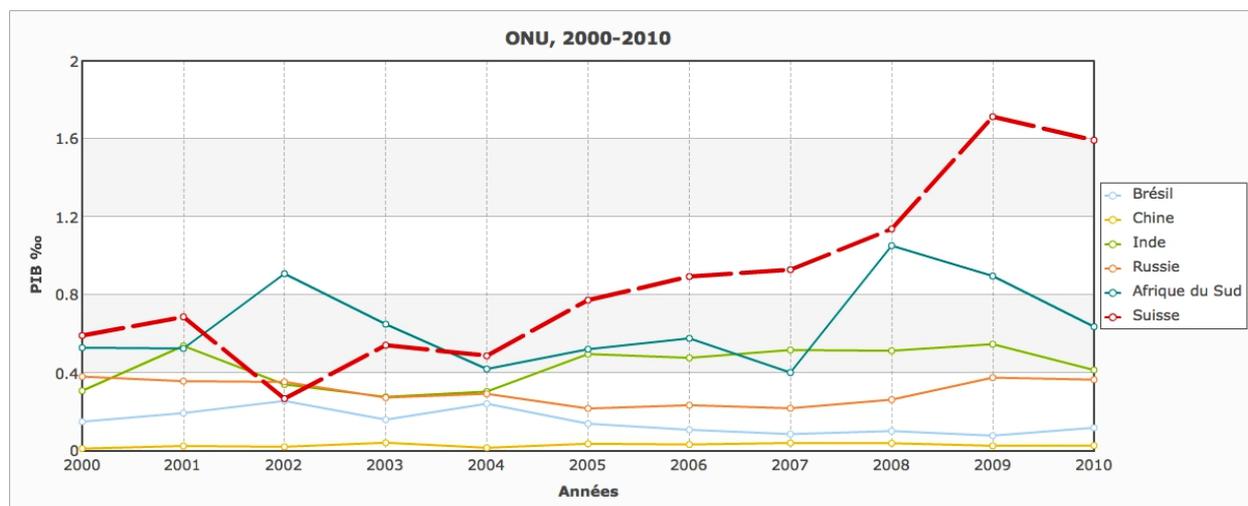
La Suisse (ligne en traitillé rouge) se démarque clairement des autres pays avec une part d'achats en forte hausse dès 2002 – année de l'adhésion de la Suisse à l'ONU¹¹ – jusqu'en 2009, contrairement aux autres pays industrialisés pour lesquels les achats demeurent à un niveau relativement stable de 2000 à 2010. Seul le Danemark connaît une hausse marquée entre 2007 et 2010.

La Suisse s'est ainsi hissée au premier rang des pays fournisseurs des Nations Unies en part relative dès 2006, passant devant le Danemark (2^{ème} position, ligne en vert clair) et la Belgique dont les achats en part relative diminuent dès 2005 (ligne jaune).

Le Graphique 2 compare le niveau des achats de l'ONU auprès de fournisseurs suisses avec les économies émergentes (BRICS). Il est frappant de constater que les ventes des BRICS aux Nations Unies, exprimées en pour mille de leur PIB, demeurent relativement stables de 2000 à 2010, avec de fortes variations pour l'Afrique du Sud qui se trouve en deuxième position, devant l'Inde et la Chine. Vu les forts taux de croissance des économies émergentes durant la période considérée, le montant des achats de biens et services en valeur absolue augmente de manière substantielle, mais cette hausse se trouve compensée par les taux de croissance économique chinois et indien durant la même période.

¹¹ La Suisse est devenue membre de l'Organisation des Nations unies en septembre 2002.

Graphique 2 : Achats de biens et services par les Nations unies auprès des BRICS et de la Suisse en pour mille du PIB (2000-2010)

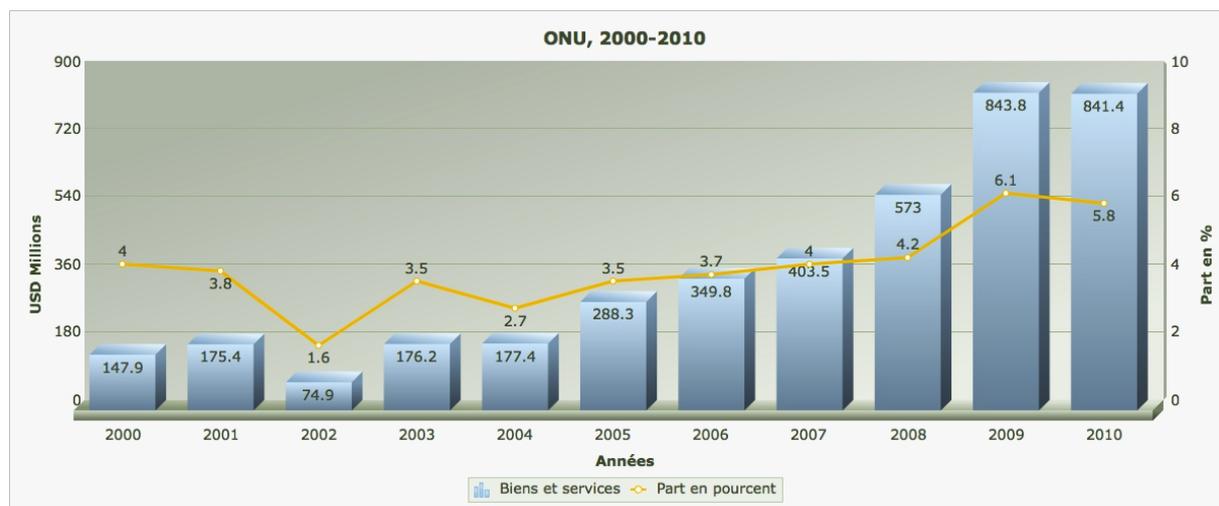


Notons encore que si l'on ajoutait quelques pays en développement où l'ONU déploie de vastes activités opérationnelles, comme l'Afghanistan, le Kenya ou le Soudan, ces pays se retrouveraient nettement en tête de liste du fait de la taille relativement faible de leur PIB par rapport aux achats locaux de biens et services effectués par les diverses agences onusiennes qui y travaillent.

Détails pour la Suisse

La Suisse se place parmi les dix pays plus importants fournisseurs de biens et services aux Nations unies entre 2000 et 2010, excepté 2002. Le [Graphique 3](#) présente le total des achats de biens et services de l'ONU auprès de fournisseurs suisses en millions de dollars (axe vertical à gauche ; bâtons verticaux bleus) et en pourcentage du total des achats de biens et services de l'ONU (axe vertical à droite ; ligne jaune).

Graphique 3 : Achats de biens et services par les Nations unies en Suisse, en millions de dollars et pourcent des achats totaux, 2000-2010



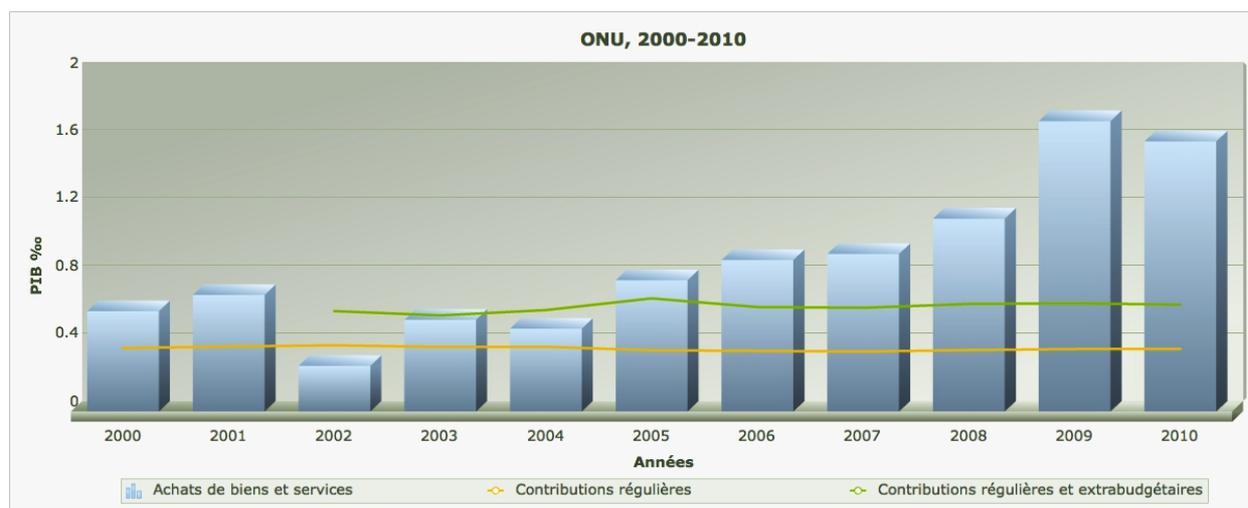
A partir de 2004, la part des acquisitions de biens et services par l'ONU auprès de fournisseurs suisses augmente de manière régulière et significative, passant de 2.7% en 2004 à près de 6% en 2009 et 2010. Dès 2009, la Suisse devient le deuxième pays plus gros fournisseur de biens et services du système onusien en termes de volume d'achats, derrière les Etats-Unis.

Les rapports statistiques de l'UNGM fournissent, pour certains pays, une liste des principales catégories de biens et services achetés durant l'année. Ainsi que le montre le [Tableau 1](#), les produits pharmaceutiques figurent chaque année parmi les principales catégories de biens achetés par l'ONU en Suisse, suivis par les équipements et fournitures médicales ainsi que le matériel audiovisuel, mentionnés dix fois sur les onze rapports annuels examinés. Quant aux services, c'est la catégorie des « services de conseil de gestion » (Management advisory services) qui est la plus fréquemment mentionnée, dans neuf rapports annuels sur onze. Une analyse plus détaillée par catégorie de biens et de services par année ne peut être réalisée faute de données chiffrées par secteur.

Tableau 1 : Mention des catégories de biens et services fournis par la Suisse dans les 11 rapports annuels de l'UNGM examinés (2000-2010)

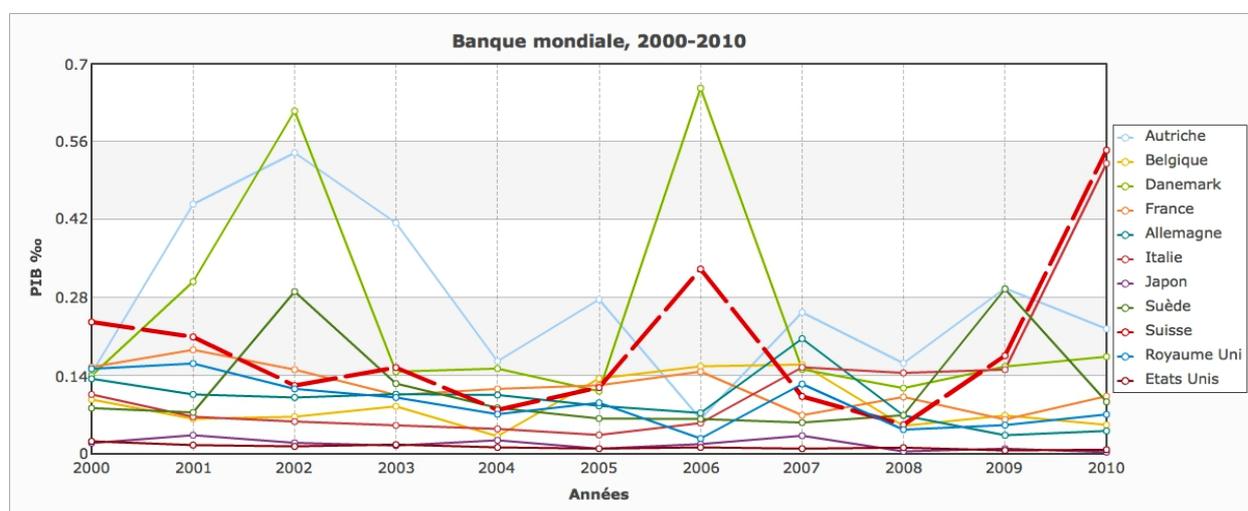
Biens	Fréquence	Services	Fréquence
Pharmaceuticals	11	Management Advisory Services	9
Audio Visual Equipment	10	Computer Services (incl. Programming)	7
Medical Equipment & supplies	10	Freight Forwarding	6
Water Pipes & Pumps	8	Construction & Engineering Services	5
Computers	5	Environmental Science	4
Furniture	5	Farming Systems	4
Drilling Rigs	4	Demining Services	3
Earth Moving Equipment	4	Environmental Management	3
Engines and Turbines	4	Leasing & Rental Services	3
Laboratory Equipment	4	Energy management	2
Communication & Software Equipment	3	Travel Services	2
Food Supplies & Nutrition	3	Building Maintenance & Repair (Cleaning & Fire Installation)	1
Office Supplies	3	Business & Administration Services	1
Vaccines & Biologicals	3	Civil Engineering	1
IT & Office Supplies	2	Insurance Services	1
Mosquito Nets	2	Office Equipment Leasing & Rentals	1
Household technology	1	Professional training	1
Motor Vehicles	1	Real State services	1
Shelters & Field Equipment	1	Transport Services	1

Du côté des **contributions suisses à l'ONU**, les contributions générales (core budget) varient entre 0.29% et 0.33% du PIB, demeurant relativement stables. La Direction du développement et de la coopération (DDC) publie en outre depuis 2002 des données sur les contributions suisses aux programmes et projets spécifiques (multi-bilatéral – *non core*). La somme totale des contributions de la Suisse aux Nations Unies se situe alors entre 0.50% et 0.61% du PIB, ainsi que le montre le [Graphique 4](#).

Graphique 4 : Achats de biens et services par l'ONU en Suisse et contributions de la Suisse

4.2. Banque mondiale

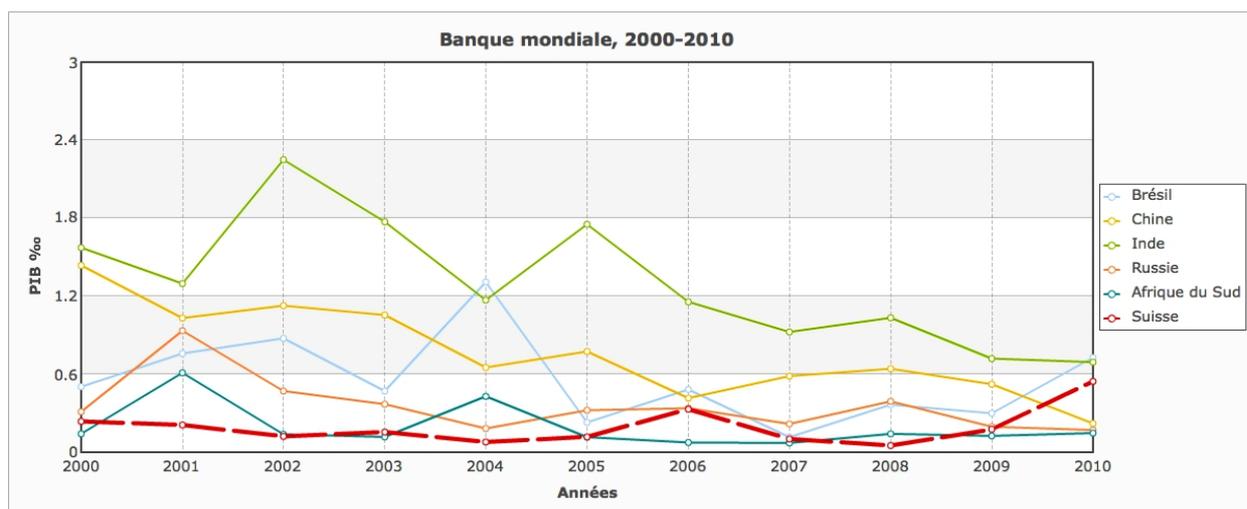
Sur la période considérée, le volume total des achats de biens et services de la Banque mondiale a d'abord fluctué autour de huit milliards de dollars entre 2000 et 2006, puis a augmenté sensiblement pour atteindre 13.2 milliards de dollars en 2010. Le [Graphique 5](#) compare les achats de la Banque mondiale auprès d'une dizaine de pays industrialisés dont la Suisse, en pour mille du PIB de chaque pays. L'on constate de fortes fluctuations annuelles qui s'expliquent notamment par les achats liés à d'importants projets d'infrastructure. Dans ce contexte, la Suisse commence et termine la période en première position, avec des niveaux relativement élevés en 2000 et 2006, et encore plus en 2010.

Graphique 5 : Achats de biens et services par la BM auprès de la Suisse et d'autres pays industrialisés en pour mille du PIB (2000-2010)

Par rapport aux Nations Unies, il est intéressant de constater qu'il y a moins de différences entre les pays industrialisés considérés et que les variations d'une année à l'autre sont plus importantes (pas de tendance claire). En outre, le niveau des achats a tendance à être moins élevé pour la Suisse qu'en ce qui concerne les Nations Unies. L'Autriche et/ou le Danemark connaissent quelques pics importants (2002 ; 2006).

En comparaison, les achats de biens et services de la Banque mondiale auprès des économies émergentes ont tendance à se situer à des niveaux plus élevés en proportion de leur PIB (cf. [Graphique 6](#)). L'on constate toutefois une tendance à la baisse pour la Chine et l'Inde sur la période 2000 – 2010, tendance qui doit toutefois être relativisée eu égard au taux de croissance économique de ces pays durant la première décennie du millénaire. Alors que la Suisse part d'un niveau comparativement bas, elle se situe en troisième position en 2010, juste derrière le Brésil et l'Inde.

Graphique 6 : Achats de biens et services par la BM auprès des BRICS et de la Suisse en pour mille du PIB (2000-2010)



A noter qu'à l'instar de la situation pour l'ONU, les achats de biens et services de la Banque mondiale exprimés en part du PIB ont tendance à être nettement supérieurs pour des pays en développement où la Banque mène des opérations importantes, comme le Kenya et l'Ouganda par exemple.

Détails pour la Suisse

En ce qui concerne plus spécifiquement la Suisse, les achats de biens et services de la Banque mondiale sont en général inférieurs aux contributions suisses à la reconstitution des ressources de l'AID (cf. [Graphique 7](#)).

Graphique 7 : Achats de biens et services en Suisse par la BM et contributions de la Suisse à la reconstitution des ressources de l'IDA (en pour mille du PIB).



On note pour la Suisse deux pics d'achats par la Banque mondiale en Suisse en 2006 et 2010 qui s'expliquent notamment par des ventes dans le domaine du génie civil (*civil works*), dont 104.7 millions en 2006 et 221.3 millions de dollars en 2010 liés notamment à des contrats de construction au Kenya conclus avec une société holding dont le siège social se trouve en Suisse.

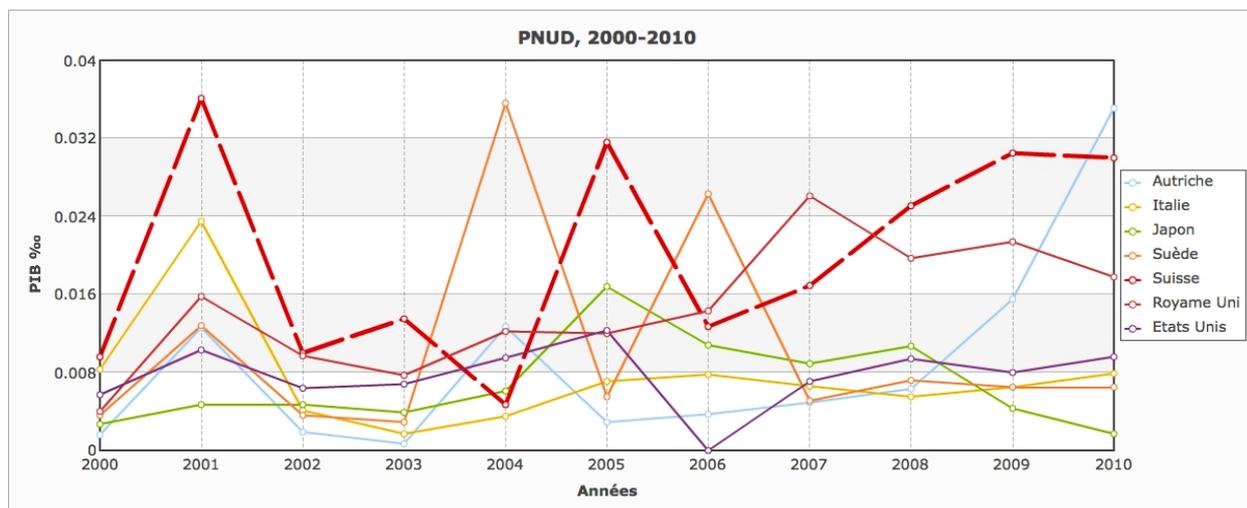
4.3. PNUD, HCR, UNICEF et PAM

Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, nous avons retenu quatre agences onusiennes pour un examen plus détaillé. Ceci permet de tenir compte non seulement des montants versés au titre de contributions régulières, mais également de contributions volontaires qui varient plus fortement dans le temps et pourraient être corrélées avec les achats de biens et services de ces agences dans les pays donateurs.

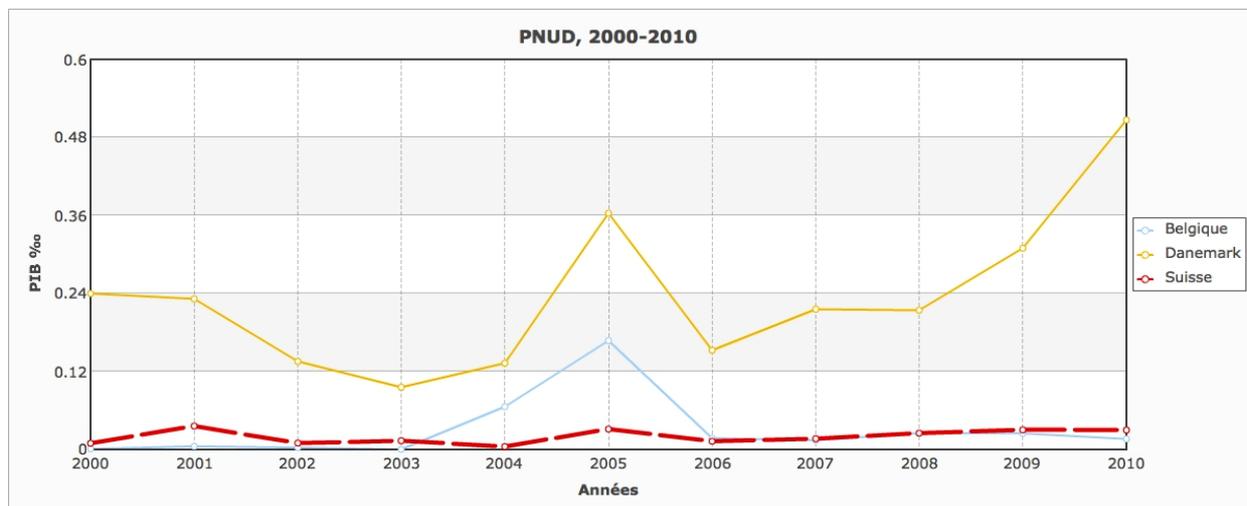
Pour le **PNUD**, les achats de biens et services sont passés de 589 millions de dollars en 2000 à 2.9 milliards de dollars en 2010. La Suisse se trouve dans la fourchette moyenne des pays industrialisés. Le Graphique 8 illustre l'évolution de la situation pour la Suisse et les autres plus grands fournisseurs du PNUD en proportion de leur PIB. Nous avons toutefois dû sortir le Danemark et la Belgique du graphique pour des raisons de lisibilité ; l'inclusion du Danemark dans le graphique aurait pour effet de modifier l'échelle et 'd'écraser' les autres pays vers le bas, ce qui rendrait le graphique illisible pour les autres pays. La prééminence du Danemark, illustrée dans le Graphique 9 en comparaison de la Suisse et de la Belgique, s'explique notamment du fait de la présence à Copenhague du Bureau de liaison du PNUD

pour les Pays nordiques (UNDP/Nordic Office), du Service administratif du personnel (UNDP/SAS) ainsi que de l'Office des achats (UNDP Procurement Office)¹².

Graphique 8 : Achats de biens et services par le PNUD en pour mille du PIB des 7 principaux pays industrialisés fournisseurs (hormis le Danemark et la Belgique, cf graphique 9), 2000-2010



Graphique 9 : Achats de biens et services par le PNUD en pour mille du PIB : Belgique, Danemark et Suisse, 2000-2010

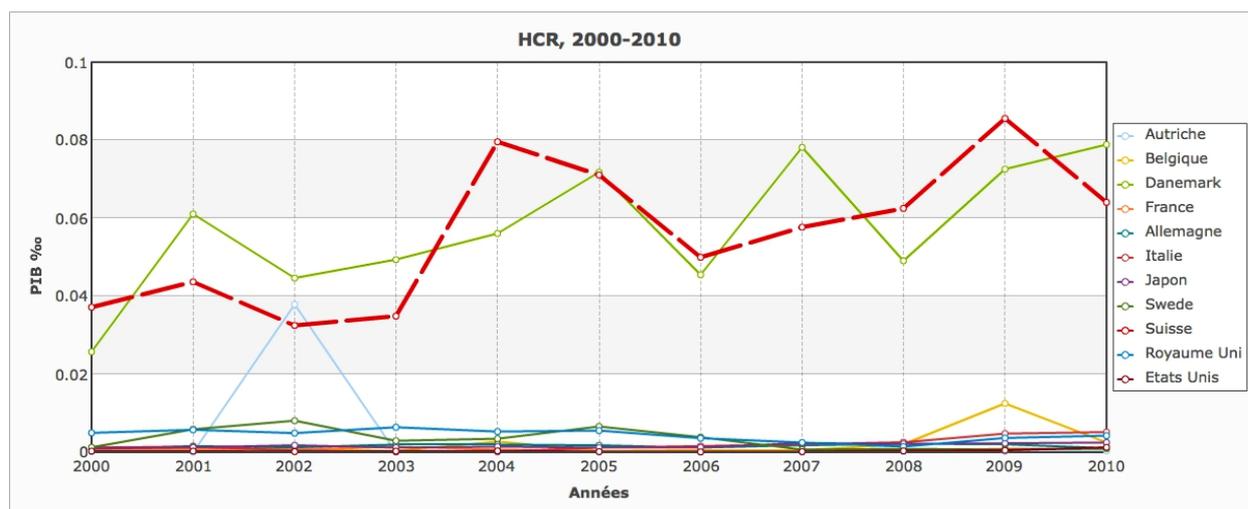


Le montant total des achats de biens et services effectués par le HCR s'est maintenu sous la barre des 100 millions de dollars de 2000 à 2006, puis ont connu une forte croissance pour atteindre 423 millions de dollars en 2010. La Suisse et le Danemark figurent nettement en tête des fournisseurs du HCR en

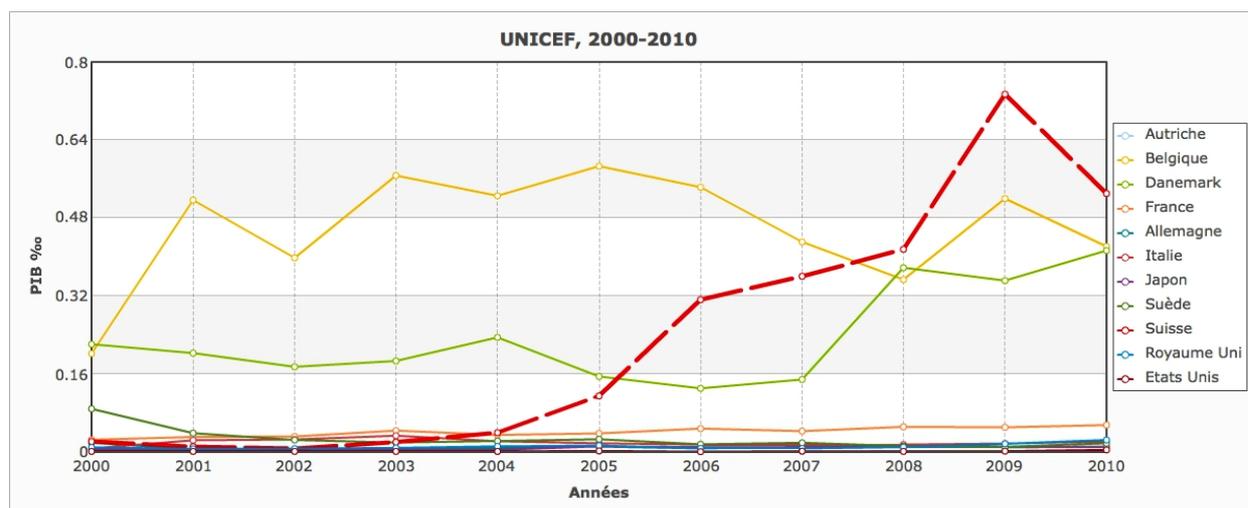
¹² Voir <http://www.un.dk/>

pour mille de leur PIB (cf. [Graphique 10](#)). Dès 2004, la Suisse fournit majoritairement des prestations de services au HCR, ce qui s'explique par la présence à Genève du siège de l'Organisation. En 2010 par exemple, le HCR a acheté un tiers de ses services auprès de la Suisse, contre 21% aux USA, 18% au Danemark et 11% auprès de fournisseurs italiens.

Graphique 10 : Achats de biens et services par le HCR en pour mille du PIB (11 pays industrialisés), 2000-2010



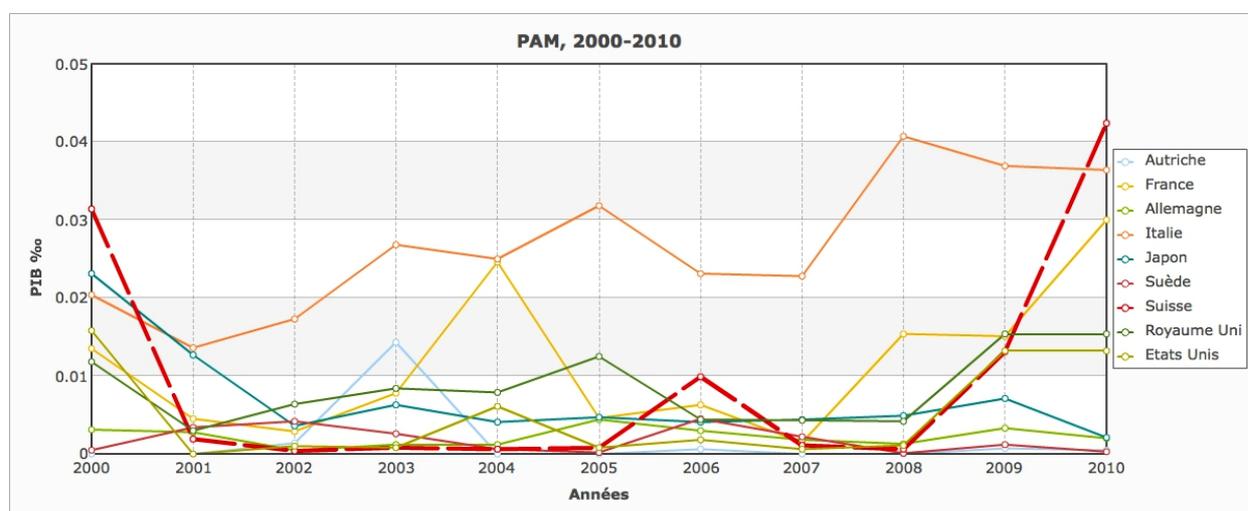
En ce qui concerne l'**UNICEF**, le volume d'achat total de l'Organisation passe de 502 millions de dollars en 2000 à 1.82 milliard en 2010. L'on retrouve à nouveau en tête de classement le Danemark, la Belgique et la Suisse. Toutefois, la Suisse se démarque des autres pays comme premier pays fournisseur à partir de 2008 (cf. [Graphique 11](#)). Contrairement au HCR qui achète en Suisse principalement des services, l'UNICEF n'acquiert en Suisse presque que des biens. En 2010, plus du quart des biens achetés par l'UNICEF l'ont été auprès de fournisseurs suisses, contre 18.6% en Belgique, 13.4% en France et 12.1% au Danemark. Les plus gros montants concernent les vaccins et produits biologiques (*vaccines/biologicals*) avec 190.4 millions de dollars de même que les produits pharmaceutiques (*pharmaceutical*) avec 23.2 millions de dollars, et les « technologies pour les ménages » (*household technologies*) avec 62.3 millions de dollars.

Graphique 11 : Achats de biens et services par l'UNICEF en pour mille du PIB (11 pays), 2000-2010

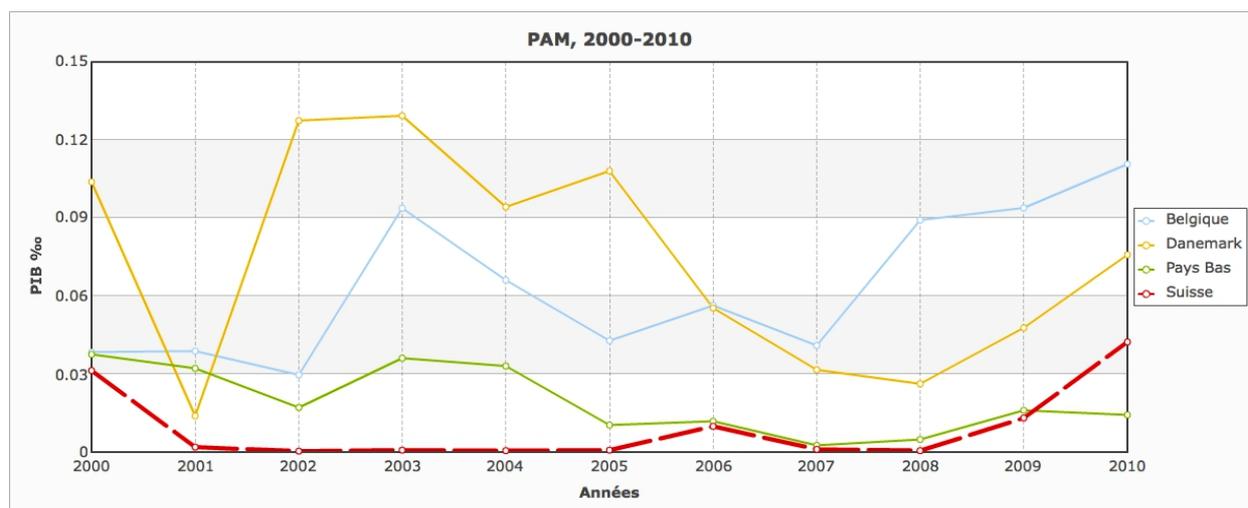
La situation du **PAM** est particulière en ce sens que les contributions régulières sont beaucoup moins importantes que pour les autres programmes, en raison des contributions en nature (nourriture et transport) versées par les principaux bailleurs de l'organisation, dont les Etats-Unis notamment. Les contributions volontaires de la Suisse au PAM s'effectuent notamment sous forme de dons de produits alimentaires (par ex. laitiers) et de coopération technique, avec la mise à disposition de membres du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA).

L'évolution des achats totaux du PAM suit aussi une hausse importante sur l'ensemble de la période, de 724.8 millions de dollars en 2000 à 2.7 milliards en 2010. Les principaux pays fournisseurs sont le Danemark (avec des achats atteignant jusqu'à 0.13 pour mille du PIB danois), la Belgique (0.11 pour mille), puis les Pays-Bas (jusqu'en 2005) et l'Italie, dont la part augmente entre 2000 et 2010. Quant à la Suisse, l'on constate deux seuls pics importants tout en début et en fin de période, soit en 2000 et en 2010. Les deux sont liés à des achats de services de transport, pour des montants supérieurs à 7 et 22 millions de dollars respectivement. Le [Graphique 12](#) illustre cette situation. Ici aussi, nous avons retiré le Danemark, la Belgique et les Pays-Bas du graphique pour éviter des problèmes d'échelle avec un aplatissement des autres pays vers le bas, et les avons reporté avec la Suisse dans le [Graphique 13](#). Notons encore que la localisation du siège du PAM à Rome joue certes un rôle positif pour l'Italie, mais dans une moindre mesure que le siège du HCR pour la Suisse, entre autres en raison de la plus grande taille de l'économie italienne et, partant, de l'importance relativement plus faible pour l'économie italienne de la présence du siège d'une organisation onusienne.

Graphique 12 : Achats de biens et services par le PAM en pour mille du PIB (9 principaux fournisseurs, pays industrialisés, hormis le Danemark, la Belgique et les Pays-Bas, cf. graphique 13), 2000-2010



Graphique 13 : Achats de biens et services par le PAM en pour mille du PIB : Belgique, Danemark, Pays-Bas et Suisse, 2000-2010.



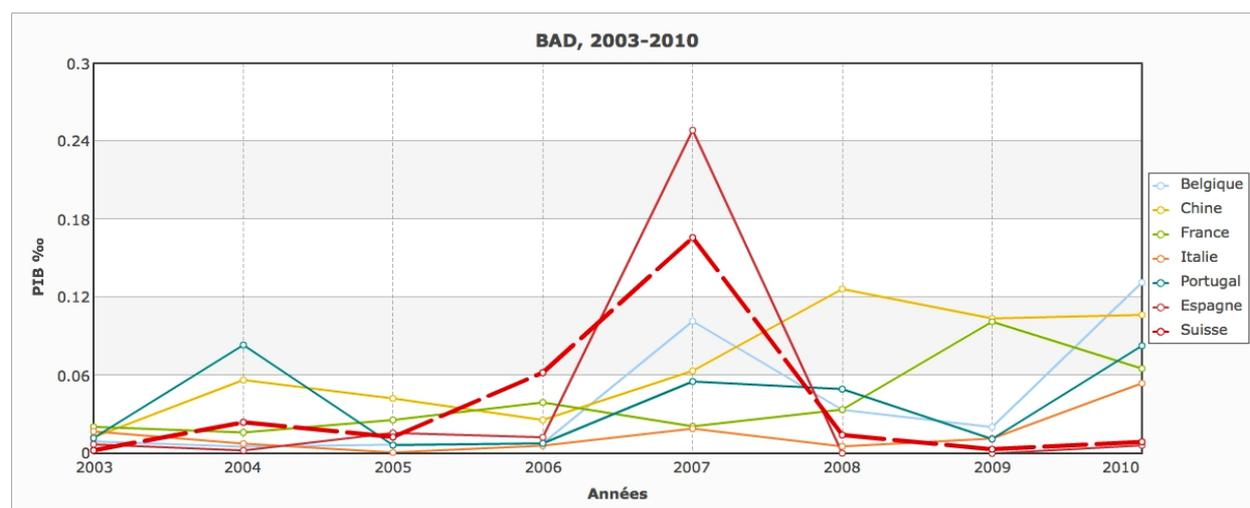
4.4. Banques régionales de développement

Sur la période considérée, les achats de biens et services de **la BAD** ont augmenté de 506.1 millions de dollars à quelques 2 milliards. Cette évolution n'est pas linéaire mais subit de fortes variations, avec un pic d'achats en 2007 notamment auprès de l'Afrique du Sud et l'Allemagne, pour qui ces achats représentent 3.6 et 0.5 pour mille de leur PIB respectif cette année. Par souci de lisibilité, ces deux pays ont été retirés du [Graphique 14](#) et repris dans le [Graphique 15](#).

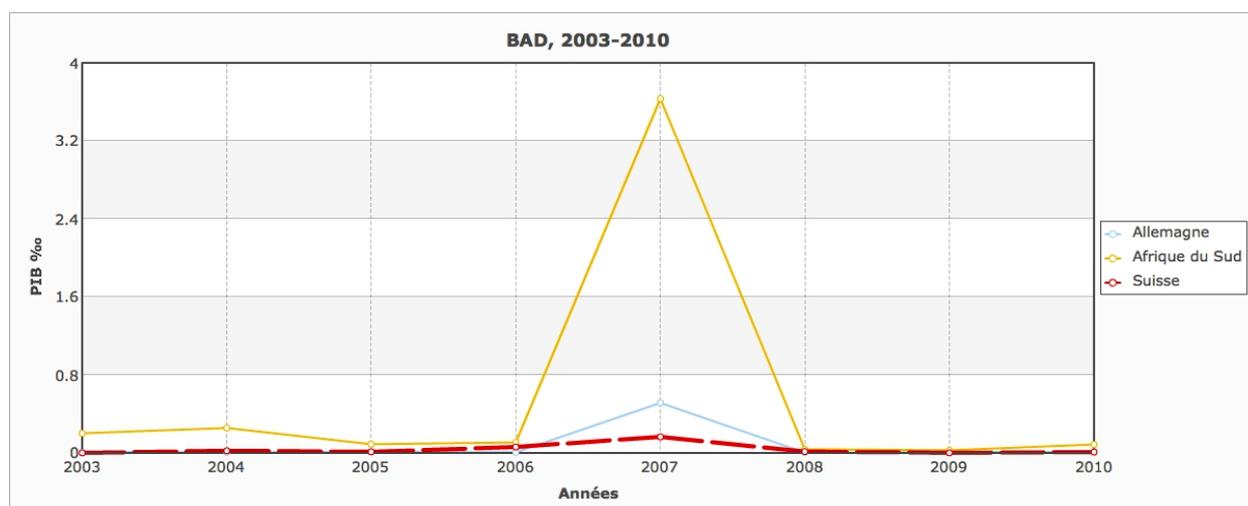
La Suisse connaît également un pic d'achats en 2007 notamment en raison d'un important contrat de construction passé par la BAD avec une société holding ayant son siège en Suisse. La hausse de 2006 s'explique quant à elle par un important contrat avec une société de biens d'équipement entre autres choses. Néanmoins, le ratio achats/PIB reste relativement faible durant toute la période puisqu'il ne dépasse pas 0.16 pour mille du revenu national suisse.

La Chine, de plus en plus active sur le Continent africain durant cette décennie, se situait déjà parmi les principaux fournisseurs en termes relatifs en 2004 et 2005. Avec une hausse soutenue dès 2006, elle se hisse au premier rang en 2008 et 2009. Par contre, l'Afrique du Sud demeure à un niveau relativement faible sur toute la période, à l'exception notable de l'année 2007, malgré sa position géographique et son poids économique sur le Continent.

Graphique 14 : Achats de biens et services par la BAD en pour mille du PIB (7 pays principaux hormis l'Afrique du Sud et l'Allemagne, cf. graphique 15), 2003-2010.

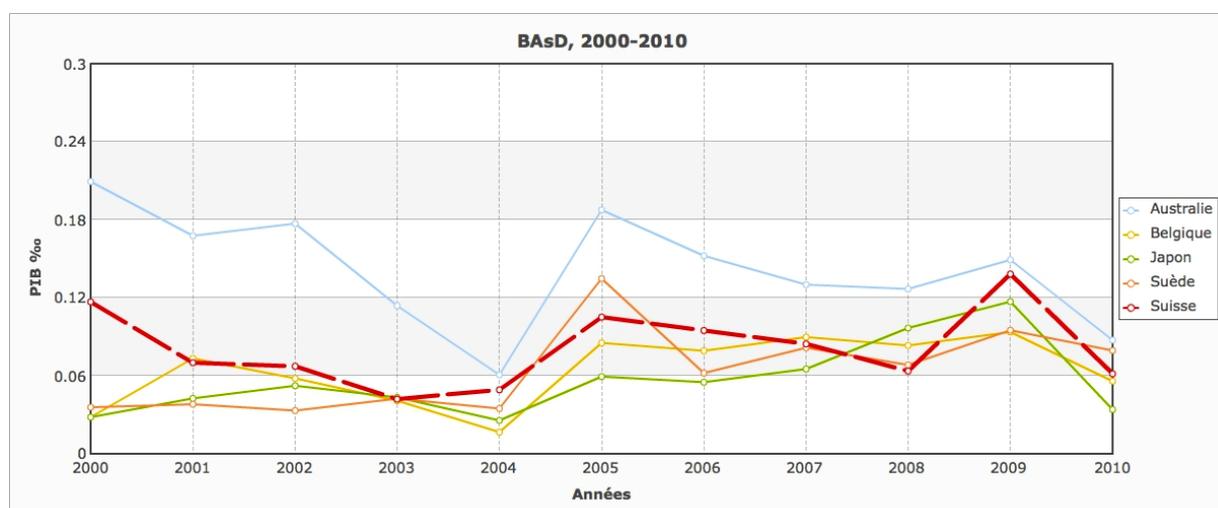


Graphique 15 : Achats de biens et services par la BAD en pour mille du PIB : Afrique du Sud, Allemagne et Suisse, 2003-2010.



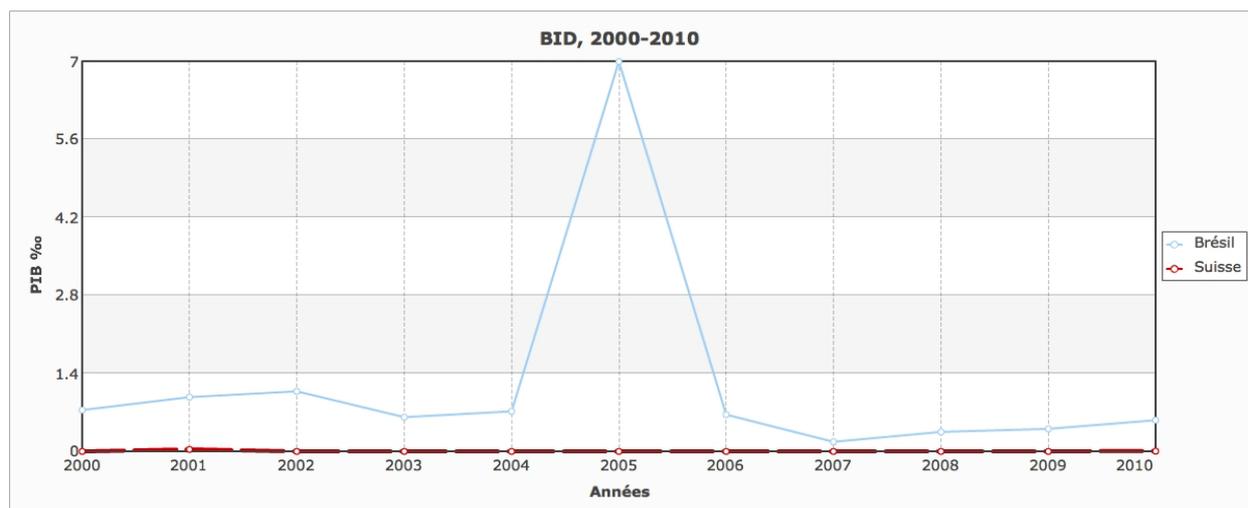
Les achats de biens et services de la **BasD** passent de 3.5 milliards de dollars en 2000 (2.7 en 2001 pour la valeur la plus basse) à 6.9 milliards en 2010 (10.7 en 2009 pour la valeur la plus haute). Comme le montre le Graphique 16, entre 2000 et 2010, la Suisse se maintient dans le peloton de tête des pays occidentaux avec des valeurs particulièrement élevées en 2000, 2005 et 2009. Durant cette décennie, la Suisse dépasse même le Japon (excepté 2008) en tant que pays fournisseurs de la BasD par rapport à la taille de son économie, mais reste derrière l'Inde, la Corée du Sud et la Chine. Par souci de lisibilité, ces pays ont été retirés du Graphique 16 et repris dans le Graphique 17. L'on peut émettre l'hypothèse que les pays susmentionnés bénéficient de l'effet de proximité géographique et, pour l'Inde et la Chine, des opérations de la BasD sur leur propre territoire national.

Graphique 16 : Achats de biens et services par la BasD en pour mille du PIB (5 pays principaux hormis la Chine, la Corée, l'Inde et la Nouvelle-Zélande, cf. graphique 17), 2000-2010



Le Graphique 18 montre que l'Espagne et, dans une moindre mesure, le Portugal bénéficient des achats de la BID dans une plus large mesure que d'autres pays industrialisés. Ceci tend à confirmer nos hypothèses quant à l'influence de l'affinité linguistique et du statut d'ancienne puissance coloniale. Pour ce qui est de la Suisse, les achats demeurent à un niveau relativement faible (hormis 2001).

Graphique 19 : Achats de biens et services par la BID en pour mille du PIB : Brésil et Suisse, 2000-2010



4.5. Comparaison des des achats et des contributions dans le cas de la Suisse

Ainsi que l'illustrent les graphiques dans l'annexe 2, lorsque l'on soustrait les contributions de la Suisse à chaque organisation aux achats de biens et services auprès de fournisseurs suisses par la même organisation, il s'avère que :

- le solde est 'positif' sur toute la période considérée pour la BASD. Dès 2005, il devient positif pour l'ONU dans son ensemble ainsi que pour l'UNICEF en particulier ;
- le solde est 'positif' pour le HCR dès 2004 jusqu'à la fin de la période considérée (hormis 2006) ;
- le solde 'négalif' pour le PNUD et le PAM. Il est en général 'négalif' pour la BAD (hormis 2007) et la BID (excepté en 2001 et 2010) ;
- finalement, le solde est 'positif' pour la Banque mondiale en 2002¹³ et 2010 uniquement.

¹³ L'année 2002 est exceptionnelle en ce sens que la contribution suisse n'a été enregistrée que l'année suivante, en 2003, pour des raisons techniques.

Le bilan est donc contrasté et dépend de plusieurs facteurs qui varient en fonction de chaque organisation. L'on citera par exemple la présence d'un siège à Genève (HCR), l'importance des achats de biens d'équipement, de produits pharmaceutiques ou de services de conseil (secteurs dans lesquels l'économie suisse est leader), la priorité donnée par la Suisse aux contributions à telle ou telle organisation, ou encore les cycles de reconstitution des fonds de développement des banques multilatérales. Le chapitre suivant vise précisément à identifier les principales variables explicatives pour l'ensemble des pays industrialisés.

5. ÉTUDE ECONOMETRIQUE : FACTEURS EXPLICATIFS DES DECISIONS D'ACHATS

Pourquoi certains pays bénéficient-ils proportionnellement plus que d'autres des achats de biens et services des organisations multilatérales ? Pour répondre à cette question, nous procédons à une analyse économétrique en données de panel. La variable dépendante dont nous cherchons à expliquer les variations concerne les achats de biens et services effectués par diverses organisations multilatérales auprès des pays membres du CAD entre 2000 et 2010. Ainsi, notre panel inclut les données pour les 22 pays du CAD¹⁴ sur une période de 11 ans.

A notre connaissance, aucune étude n'a été publiée précédemment sur cette question. Dans la mesure où il s'agit d'une première, nous ne pouvons pas nous reposer sur un corpus théorique ni sur des hypothèses et des résultats d'études empiriques antérieures pour spécifier notre modèle.

Aussi, nous formulons une série d'hypothèses de départ que nous testons ensuite de manière empirique. Nous posons que le volume des achats de biens et services par les organisations multilatérales auprès du pays X, exprimé en pourcentage du PIB de ce pays, est influencé par les facteurs suivants :

1. la part du secteur manufacturier dans l'économie du pays X : un pays doté d'un tissu industriel concurrentiel possède plus de chance de remporter les appels d'offres d'organisations multilatérales ;
2. l'évolution de la parité du pouvoir d'achat (PPA), reposant sur une comparaison du pouvoir d'achat des devises nationales. Il s'agit ici d'une relation négative, à savoir qu'une monnaie surévaluée et la cherté des coûts de production (travail notamment) se traduisent par une perte de compétitivité du pays X et, partant, par une baisse des ventes de biens et services ;
3. le niveau des contributions versées par le pays X aux organisations multilatérales au titre de l'APD : un volume élevé de dons se traduit en retour par un montant important d'achats de biens et services par les organisations multilatérales auprès des fournisseurs de ce

¹⁴ Le CAD compte 24 membres. Toutefois, notre panel de données ne prend pas en compte la Commission européenne (mais les Etats membres) ni la Corée du Sud, qui n'est devenu membre du CAD qu'en décembre 2009.

pays donateur. Dans la mesure où les achats sont effectués sur la base d'appels d'offres concurrentiels, tel ne devrait pas être le cas. Toutefois, dans la pratique, l'on ne peut exclure *a priori* toute association ;

4. la part de l'aide liée dans l'APD du pays X : une plus grande part d'APD liée augmente le niveau des achats de biens et services. A priori, tel ne devrait pas être le cas pour les organisations multilatérales, à moins qu'un pays donateur très actif dans la promotion de ses exportations à travers l'APD bilatérale tente également d'influer les achats d'organisations multilatérales dans ce sens.

En outre, d'autres facteurs de nature plus qualitative peuvent aussi avoir une influence sur les achats de biens et services des organisations multilatérales :

5. siège permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies (pour les achats des Nations Unies);
6. ancienne puissance coloniale, qui bénéficie de solides relations d'affaires établies avec d'anciennes colonies ;
7. présence sur le territoire national du siège d'organisations multilatérales qui, par conséquent, réalisent une partie de leurs dépenses de fonctionnement sur place (par exemple HCR en Suisse);
8. langue nationale anglaise ou l'une des autres langues officielles des organisations multilatérales, ce qui facilite l'établissement de relations d'affaires.

Alors que les variables 1 à 4 sont de nature quantitative, les variables 5 à 8 prennent en compte des phénomènes qualitatifs qui se traduisent dans notre modèle par des variables dites 'muettes'. Ces dernières prennent soit la valeur '1' lorsque le phénomène s'applique, soit '0' s'il ne s'applique pas.

Nous postulons en outre que le volume d'achats de biens et services au cours d'une année dépend partiellement des achats effectués précédemment. En effet, les relations de client à fournisseur s'établissent dans la durée. Autrement dit, le volume d'achats auprès des fournisseurs du pays X en 2010 dépend pour partie des achats qui ont été effectués auprès des mêmes fournisseurs en 2009. Il s'agit par conséquent d'un panel de données de nature dynamique, ou la variable endogène retardée (au temps $t-1$) a une influence sur la valeur de la variable endogène au temps t , ce qui détermine pour partie le choix de la méthode d'estimation.

Dans cette étude, nous considérons tour à tour le système des Nations unies dans son ensemble (ONU), la Banque mondiale (BM), puis quatre agences et programmes onusiens, à savoir le PNUD, le HCR, l'UNICEF et le PAM. Nous adaptons la liste des variables explicatives pertinentes dans le cas du Programme alimentaire mondial : nous calculons non seulement l'influence du secteur manufacturier, mais aussi celui de la taille du secteur agricole des pays fournisseurs, étant donné qu'une part importante des achats du PAM consiste en denrées alimentaires. En ce qui concerne les trois banques régionales de

développement (BAD, BAsD et BID), le nombre d'observations à disposition lors de la construction du modèle économétrique a été jugé insuffisant pour réaliser cette étude de manière satisfaisante (cf. ci-dessous).

5.1. Les données

Les données relatives aux organisations multilatérales proviennent des sources mentionnées précédemment en ce qui concerne leurs achats de biens et services. Pour rappel, les données sur les contributions financières des membres du Comité d'aide au développement aux diverses organisations multilatérales proviennent essentiellement des statistiques du CAD (OCDE). Toutefois, dans le cas des Nations Unies, ces statistiques ne reportent pas systématiquement les contributions spéciales (ou extrabudgétaires). Aussi, pour les quatre agences et programmes onusiens, nous y ajoutons les montants des contributions spéciales reportés dans les rapports annuels publiés par chaque organisation individuelle.

Les données concernant l'aide liée¹⁵ et l'indice de parité de pouvoir d'achat (PPA) sont issues des statistiques du CAD, celles sur la part du secteur manufacturier de la Banque mondiale, et les séries temporelles sur l'évolution du revenu national des pays concernés des statistiques du Fonds monétaire international.

5.2. Spécification et estimation du modèle

Pour réaliser l'analyse d'un panel de données dynamique portant sur 22 pays industrialisés sur une période de 11 ans (2000-2010), nous devons sélectionner un estimateur approprié pour incorporer parmi les variables explicatives la variable endogène retardée. Aussi, nous optons pour la Méthode des Moments Généralisés en Système (ou *System Generalized Method of Moments – GMM*) développée par Arellano et Bond (1991) qui permet d'estimer le modèle de manière efficiente. L'annexe 1 fournit au lecteur intéressé une présentation détaillée du modèle et de la méthode d'estimation.

¹⁵ Il s'agit de données sur l'aide liée bilatérale, dont la pertinence fait l'objet de débats.

5.3. Présentation et interprétation des résultats

Les résultats de l'étude économétrique, présentés dans le Tableau 2, permettent d'identifier les variables qui ont une influence sur les achats de biens et services effectués par diverses organisations multilatérales auprès de fournisseurs sis dans des pays membres du CAD. Suivant la notation usuelle, le tableau reporte, pour chaque organisation multilatérale concernée, le coefficient associé à chaque variable explicative avec le degré de signification associé.

Tableau 2 : Résultats de l'étude économétrique

	(1) ONU	(2) ONU	(3) BM	(5) PNUD	(6) HCR	(7) UNICEF	(8) PAM
<i>Lag_achats</i>	0.377** (0.148)	0.377* (0.219)	0.326*** (0.0848)	0.518** (0.237)	0.765*** (0.0960)	0.903*** (0.0682)	0.811*** (0.136)
Contributions	0.222* (0.129)	0.222 (0.146)	0.135*** (0.0443)	0.280 (0.225)	0.169* (0.0912)	0.0137 (0.0556)	-0.0654 (0.0833)
Aide_liée	-0.0498 (0.0538)	-0.0498 (0.0726)	-0.0479 (0.0460)	0.0232 (0.145)	0.0393 (0.0625)	-0.0472 (0.0347)	0.00786 (0.0742)
Secteur_manuf.	1.170** (0.550)	1.170* (0.691)	1.259*** (0.427)	0.292 (0.340)	0.0475 (0.318)	0.257 (0.242)	-0.496 (0.539)
PPA	-0.131** (0.0638)	-0.131 (0.0870)	-0.122 (0.0792)	0.0794 (0.0905)	0.0151 (0.0381)	-0.0151 (0.0323)	-0.0281 (0.0526)
Nr d'observations	171	171	160	142	115	136	127
Nr de pays	22	22	22	20	18	20	20
Nr d'instruments	13	13	13	13	13	13	13
<i>Robust</i>	non	oui	oui	oui	oui	oui	Oui
AR(2) test in 1st diff. (<i>p-value</i>)	0.0653	0.0925	0.154	0.874	0.612	0.744	0.704
Hansen test (<i>p-value</i>)	0.266	0.266	0.961	0.303	0.253	0.813	0.241

Estimation du modèle dynamique sur panel de données avec System GMM en deux étapes. En bas de tableau figurent le nombre d'observations, de pays et d'instruments, ainsi que la p-valeur des tests d'Arellano-Bond2 et de Hansen. Toutes les spécifications incluent les effets spécifiques temporels (time-fixed effects).

***, ** et * indiquent respectivement des p-valeurs <1%, <5% et <10%. Les écarts-type figurent entre parenthèses.

La colonne (1) donne les résultats pour **les achats du système onusien** dans son ensemble. Premier constat, tous les coefficients ont le signe positif ou négatif attendu, excepté l'aide liée dont le coefficient est négatif (mais non significatif). Deuxième remarque, toutes les variables exercent une influence significative (excepté l'aide liée) sur le niveau des achats de biens et services des Nations Unies auprès de fournisseurs dans les pays industrialisés, exprimés en pourcentage de leur PIB. Ceci tend à confirmer la validité de nos hypothèses de départ en ce qui concerne l'influence positive (i) des contributions financières au titre de l'APD, (ii) de la part du secteur manufacturier dans l'économie nationale du pays fournisseur, (iii) des variations de parité de pouvoir d'achat des monnaies et (iv) de l'influence des relations d'affaires établies précédemment. En effet, le coefficient associé à la variable retardée est positif (+0.377) et significatif à 5%. Le coefficient relatif aux contributions est également positif et significatif, mais seulement à 10%. Les coefficients du secteur manufacturier et de PPA sont respectivement positif et négatif, et tous deux significatifs à 5%.

Toutefois, le test de Arellano-Bond $AR(2)$ n'est pas concluant, avec une p-valeur nettement inférieure à 0.1. Aussi, nous apportons une amélioration méthodologique¹⁶ : la deuxième colonne présente les résultats obtenus avec System GMM en deux étapes '*robust*', ce qui améliore sensiblement le test $AR(2)$ (cf. annexe 1). Nous conservons dès lors cette approche pour toutes les estimations suivantes.

Les nouveaux résultats ainsi obtenus montrent que seuls les coefficients relatifs à la variable endogène retardée et au secteur manufacturier demeurent significatifs à 10%. Par contre, les p-valeurs des coefficients se référant aux contributions financières ainsi qu'à la parité de pouvoir d'achat passent tous deux à 0.13, soit légèrement au-dessus de la barre des 0.1. Ces résultats confirment le rôle positif des relations établies par le passé avec les fournisseurs ainsi que de l'importance du secteur manufacturier. L'incidence des contributions versées aux Nations Unies semble *a priori* positive, mais de manière moins significative. Afin de confirmer ou d'infirmer cette hypothèse, il serait nécessaire de réaliser une étude portant sur un plus grand nombre de pays et sur une période plus longue. En outre, il s'agirait d'ajouter le total des contributions volontaires et de programme aux contributions régulières enregistrées dans la variable 'Contributions' pour tirer des conclusions plus claires quant à la relation entre les dons aux Nations Unies et les achats de biens et services.

En ce qui concerne **les achats de la Banque mondiale** (colonne 3), les contributions financières ainsi que la part du secteur manufacturier ont une influence clairement positive, de même que les relations d'affaires déjà établies : ces trois coefficients sont hautement significatifs, à 1%. Le coefficient relatif à la parité de pouvoir d'achat a le bon signe (négatif) mais n'est par contre pas significatif, la p-valeur n'étant toutefois que légèrement supérieure à 0.1 (soit 0.12). Comme pour les Nations Unies, l'aide liée n'exerce pas d'influence significative sur les achats de la Banque mondiale (p-valeur de 0.29). Ces résultats confirment qu'un secteur manufacturier fort représente un atout essentiel pour remporter les appels d'offre de la Banque mondiale. Les contributions versées à la Banque semblent également avoir un rôle positif significatif.

Les colonnes 4 à 7 présentent les **résultats pour le PNUD, le HCR, l'UNICEF et le PAM**. En ce qui concerne les achats réalisés par ces quatre institutions, seul le coefficient de la variable endogène retardée est fortement significatif à 1% (excepté pour le PNUD à 5%). Autrement dit, les relations établies précédemment avec les fournisseurs d'un pays donné exercent bel et bien une influence déterminante sur les achats de biens et services actuels. Par contre, les autres coefficients ne sont pas significatifs, hormis les contributions versées au HCR, avec une p-valeur inférieure à 0.1. Pour le PAM, l'inclusion d'une variable relative à la part du secteur agricole dans l'économie des pays industrialisés ne donne pas non plus de résultat significatif (et n'est dès lors pas reportée dans le Tableau 2).

¹⁶ Les écarts-type reportés pour GMM en système en deux étapes ont tendance à être biaisés vers le bas, ce d'autant que la taille de l'échantillon est relativement faible, avec 22 pays seulement (Arellano & Bond 1991; Blundell & Bond 1998). Aussi, nous avons recours à la méthode de correction de la matrice de covariance en échantillon fini proposée par Windmeijer (2005) pour obtenir des estimations plus fiables ou efficaces.

Il serait prématuré de tirer des conclusions définitives en ce qui concerne ces agences : la taille de l'échantillon et le nombre d'observations sont plus faibles qu'en ce qui concerne la Banque mondiale et l'ONU, avec seulement 18 pays et 115 observations disponibles pour le HCR par exemple, contre 22 pays et 171 observations pour le système des Nations Unies et 160 pour la Banque mondiale. Un effort substantiel de récolte de données auprès de chacune de ces agences permettrait d'accroître la taille de l'échantillon afin d'obtenir des résultats plus représentatifs, susceptibles d'infirmer ou de confirmer ces résultats préliminaires.

La taille des échantillons étant encore plus réduite pour les banques régionales de développement, avec un nombre d'observations qui oscillait entre 60 pour la BID et 95 pour la BAsD lorsque nous avons mené l'étude économétrique, nous estimons le nombre de données manquantes trop important pour présenter des résultats probants et préférons nous en tenir aux statistiques présentées dans les Graphiques 14 à 19.

6. CONCLUSION

Cette étude porte sur les achats de biens et services des grandes agences multilatérales de développement auprès de fournisseurs dans les pays industrialisés et les pays émergents. Elle analyse la place de la Suisse en comparaison internationale et les variations principales intervenues entre 2000 et 2010, soit une période de 11 ans.

Pour l'ensemble des organisations multilatérales considérées, le volume d'achats augmente de manière sensible entre 2000 et 2010, avec des montants totaux exprimés en dollars courants multipliés par 2.5 à 5 en moyenne, hormis la Banque mondiale dont les achats n'augmentent 'que' de 65 pourcent sur la période considérée. En 2010, c'est l'ONU et la Banque mondiale qui ont les plus gros volumes d'achats avec 12.8 et 12.4 milliards de dollars respectivement, suivis de la BAsD (7.1 milliards), la BID (5 milliards), et la BAD (2 milliards). Parmi les agences onusiennes, l'on trouve dans l'ordre le PNUD, le PAM, l'UNICEF et le HCR (de 2.7 à 0.4 milliard de dollars d'achats en 2010).

Parmi les pays industrialisés, la Suisse est l'un des pays qui bénéficient le plus des achats de l'ONU et de ses agences, avec le Danemark et la Belgique. Proportionnellement à la taille de son économie, la Suisse s'est hissée au premier rang des fournisseurs du système des Nations Unies dès le milieu de la décennie 2000. Elle figure également parmi les principaux clients de la Banque mondiale et se retrouve en relativement bonne place pour ce qui est de la BAsD en comparaison avec d'autres pays industrialisés.

Les pays émergents (BRICS) voient leurs ventes de biens et services aux organisations multilatérales augmenter significativement sur la période considérée¹⁷. Comme l'on pouvait s'y attendre, la Chine et l'Inde figurent parmi les principaux fournisseurs de la BASD (toujours en proportion de leur PIB). De même pour le Brésil dans le cas de la BID. Mais la Chine s'est aussi hissée parmi les principaux fournisseurs de la BAD au cours de la dernière décennie. En ce qui concerne la Banque mondiale et l'ONU, les montants des achats augmentent aussi, mais la part des ventes des BRICS en proportion de leur PIB reste stable, voire diminue durant la période, en raison de la croissance soutenue de leur économie.

Dans cette recherche, première du genre à notre connaissance, nous avons posé diverses hypothèses de base que nous avons ensuite testées par une étude économétrique avec un panel de données couvrant 22 pays sur une période de 11 ans. Premièrement, les résultats de l'étude empirique tendent à confirmer nos hypothèses. Pour toutes les organisations retenues ici, les relations d'affaires préexistantes jouent un rôle important, confirmant ainsi la nature dynamique du panel. Autrement dit, les organisations multilatérales ont tendance à conserver les mêmes fournisseurs durant plusieurs années. Deuxièmement, la présence d'un large secteur manufacturier concurrentiel joue en faveur des pays fournisseurs de biens à l'ONU et à la Banque mondiale. Comme nous l'avons vu ci-dessus, c'est le cas de la Suisse notamment dans le secteur des produits pharmaceutiques, des équipements médicaux ou des services de conseil.

Troisièmement, nous avons cherché à identifier s'il existait un lien de causalité positif entre les contributions versées par les pays industrialisés à une organisation et les achats de biens et services par cette organisation en retour. Les résultats indiquent que, sur la base de notre panel de données, un tel lien existe pour la Banque mondiale ainsi que le HCR et, de manière moins significative, pour l'ONU dans son ensemble. Afin de confirmer ou d'infirmer ces résultats pour les pays industrialisés, il s'agirait d'élargir le panel de données avec un nombre plus grand de pays sur une période plus longue, et d'ajouter toutes les contributions volontaires pour le système onusien, en sus des 'core contributions'.

Comme l'on pouvait s'y attendre *a priori*, la part de l'APD bilatérale liée n'exerce aucune influence notable sur les achats de biens et services par les organisations multilatérales. Par contre, un renforcement de la monnaie nationale (parité de pouvoir d'achat) semble exercer un effet négatif sur les achats de l'ONU et de la Banque mondiale.

Finalement, l'analyse des données laisse penser que la présence du siège d'une organisation dans le pays joue un rôle positif important, notamment sur les achats de services. La présence à Genève de nombreuses organisations internationales entraîne sans conteste des retombées substantielles en termes d'achats auprès de fournisseurs installés dans la région lémanique, et plus généralement en

¹⁷ Nous n'avons pas inclus dans cette étude les pays en développement dans lesquels l'ONU déploie d'importants programmes (par ex. Kenya). Dans ces pays, les achats de biens et services des Nations Unies sont encore plus importants en part relative du revenu national.

Suisse. Il en va de même pour la proximité géographique qui joue un rôle non négligeable, par exemple dans le cas de la BAsD avec les fournisseurs chinois, indiens, coréens, australiens et néo-zélandais. Nos hypothèses sur le rôle des affinités linguistiques et des liens historiques se trouvent aussi confirmées, par ex. dans le cas des achats de la BID auprès de fournisseurs espagnols et portugais.

REFERENCES

- Arellano, M. & S. Bond (1991), "Some tests for specification of panel data: Monte Carlo evidence and an application to employment equations", *Review of Economic Studies*, 58: 277-297.
- Arellano, M. & O. Bover (1995), "Another look at the instrumental-variable estimation of error components models", *Journal of Econometrics*, 68: 29-52.
- Blundell, R & S. Bond (1998), "Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models", *Journal of Econometrics*, 87; 115-143.
- Roodman, D. (2006), "How to Do *xtabond2*: An Introduction to 'Difference' and 'System' GMM in Stata" Working Paper 103, Center for Global Development, Washington.
- Windmeijer, F (2005), "A finite sample correction for the variance of linear efficient two-step GMM estimators", *Journal of Econometrics* 126: 25-51.
- Yussuf, M, Larrabure, JL & Terzi C. (2007) "Voluntary contributions in United Nations system organizations, Impact on programme delivery and resource mobilization strategies", United Nations, JIU/REP/2007/1. Accessible à: http://www.unjiu.org/data/reports/2007/en2007_01.pdf

Rapports des organisations multilatérales

- African Development Bank. Annual Procurement Report (2003-2010).
<http://www.afdb.org/en/projects-and-operations/procurement/tools-reports/procurement-reports/>
- Asian Development Bank. Quarterly Procurement Statistics. Table 2. (2001-2007).
<http://www.adb.org/documents/others/qps/default.asp>
- World Bank. Summary Report by Fiscal Year & Supplier Country (FY 2000-2011)
<http://go.worldbank.org/6ZMP853VP0>
- IAPSO. Annual Statistical Report on Procurement (2000-2007).
<https://www.ungm.org/Info/annual-statistical-report-UN-sustainable-procurement.aspx>
- UNDP. Annual Report (2000-2010).
<http://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/corporate>
- UNHCR. Global Report (2000-2010).
<http://www.unhcr.org/pages/49c3646c4b8.html>
- UNICEF. Annual Report (2000-2010).
http://www.unicef.org/publications/index_3770.html
- UNOPS. Annual Statistical Report on United Nations Procurement (2008-2010).
<https://www.ungm.org/Info/annual-statistical-report-UN-sustainable-procurement.aspx>
- United Nations. Status of contributions as at 31 December (2000-2010).
<http://www.un.org/en/ga/contributions/status.shtml>

Sites WEB

BID. Project Procurement Information.

<http://www5.iadb.org/idbppi/asp/ppProcurement.aspx?planguage=ENGLISH>

IMF. World Economic Outlook Database.

<http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2011/02/weodata/index.aspx>

OCDE. QWIDS, Query Wizard for International Development Statistics.

<http://stats.oecd.org/qwids/#?x=6&y=2&f=3:51,4:1,1:22,5:3,7:1&q=3:51+4:1,77,79,90,91,97,98,85,99,113,G16,G10+1:3,4,5,6,7,8,9,10,11,12,13,14,61,15,16,17,18,19,20,21,22,23,24+5:3+7:1+6:2010,2009,2008,2007,2006,2005,2004,2003,2002,2001,2000+2:195,196,197,233,201,202,203,204,209,210,211,212,213,215,266,272,265>

World Data Bank. Manufacturing, value added (% of GDP).

<http://data.worldbank.org/indicator/NV.IND.MANF.ZS>

WFP. Government Donors.

<http://www.wfp.org/government-donors?icn=homepage-govt-donors&ici=homepage-link>